



## **La filière liège algérienne, entre passé et présent**

B. Dehane, R. Bouhraoua, B. Latifa, F.Z. Hamani

### **► To cite this version:**

B. Dehane, R. Bouhraoua, B. Latifa, F.Z. Hamani. La filière liège algérienne, entre passé et présent. Forêt Méditerranéenne, 2013, XXXIV (2), pp.143-152. <hal-03556105>

**HAL Id: hal-03556105**

**<https://hal.science/hal-03556105v1>**

Submitted on 3 Feb 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

# La filière liège algérienne, entre passé et présent

par Belkhir DEHANE, Rachid BOUHRAOUA, Belhoucine LATIFA  
et Fatima Zohra HAMANI

***Alors que l'article précédent  
analysait la situation de la filière  
liège algérienne durant la période  
coloniale, cet article nous décrit  
son évolution depuis cette période  
jusqu'à nos jours.***

***Une période heurtée,  
où les vicissitudes de l'histoire  
de ce pays ont fortement influé  
sur l'état des suberaies  
et de l'industrie du liège.  
Aujourd'hui encore se pose  
la question de l'avenir  
de ces peuplements fortement  
éprouvés par l'histoire,  
mais aussi de tout le patrimoine  
forestier algérien.***

## Introduction

L'Algérie a été, depuis l'Antiquité, une terre extrêmement riche en ressources naturelles et en matières premières, faisant de ce pays l'objet de nombreuses convoitises.

Ainsi, le général Bugeaud, un des pères de la colonisation française en Algérie, proclamait-il que « *L'Algérie va recourir, pendant une longue période, aux produits industriels de la France et l'Algérie pourra fournir à la France des quantités considérables de matières premières nécessaires à l'industrie.* » (BERNARD et REDON, 1906).

En ce qui concerne le liège, ressource importante de ce pays, le développement de l'usage du liège, dans un premier temps avec le bouchage viticole, va initier la création d'une industrie de transformation en Europe et en Amérique du Nord dès les années 1820. Aussi la production de liège va-t-elle attiser les appétits des pays non producteurs de liège pour servir la montée galopante des différents usages du liège, notamment dans les industries navales, pour la fabrication de l'aggloméré, du linoléum ou encore des explosifs (MEYNIER, 1981).

Les premiers temps de la mise en valeur coloniale des suberaies en Algérie se sont conclus de façon désastreuse, même si « sur le papier » le volume récolté avait nettement progressé (PUYO, 2006).

Dans l'article qui suit nous faisons un bilan de la production des suberaies algériennes depuis la période coloniale jusqu'à aujourd'hui.



**Photo 1 :**  
Exploitation du liège  
durant l'époque française  
Extrait du l'ouvrage de  
Marc H., 1930 : *Notes sur  
les forêts de l'Algérie*.  
Collection du Centenaire  
de l'Algérie. Larose, Paris.

**Fig. 1 :**  
Production de liège  
tout venant en forêts  
domaniales entre les  
années 1890 et 1900.

Sur les 440 000 ha de forêt de chênes-lièges présents à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Etat n'en exploitait que 275 000 ha, le reste ayant été concédé aux particuliers avant 1892 (BLOTTIÈRE, 1930).

De nos jours, on compte 220 000 ha de suberaie productive en Algérie. La faible production de liège au cours de ces dernières années (1992-2010) est due essentiellement à la régression de la surface subéricole (incendies répétés sur les mêmes parcelles, défrichements délictueux, attaques parasitaires non traitées, retard dans la reconstitution des forêts par les reboisements...), mais aussi au vieillissement des meilleurs peuplements surexploités durant l'époque coloniale (1847-1960).

## Histoire de la production subéricole algérienne

### De 1890 à 1900

Les premières récoltes de la suberaie algérienne sous la domination française datent de 1847 et font état de 447 quintaux de liège brut, suite aux premières reconnaissances et soumissions des massifs d'El Kala, Skikda et Annaba (LAMEY, 1893 ; MARC, 1930 ; SACCARDY, 1937).

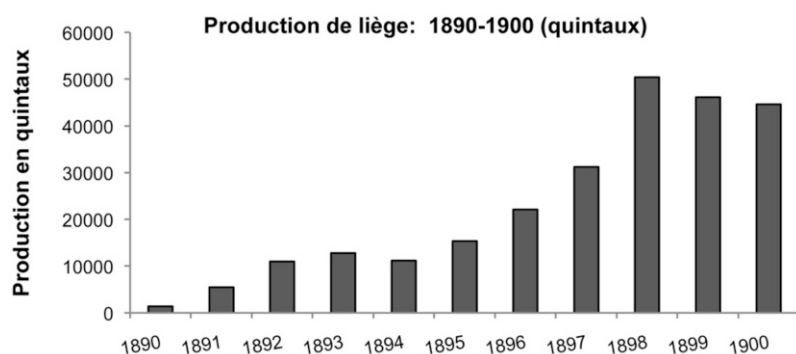
Suite aux premiers résultats désastreux des concessions privées (cf. article précédent), les services forestiers lançaient entre 1892 et 1900 une première exploitation en régie directe sur près de 100 000 hectares de peuplements domaniaux. Grâce aux fonds alloués par l'état colonial, ces opérations permettent alors de conduire les récoltes avec prudence, en respectant les rotations et sans porter préjudice aux arbres. La récolte de liège dans les forêts domaniales, qui n'était en 1890 que de 1 363 quintaux, s'élève dès 1892 à 11 034 q avec un maximum de 50 000 q atteint en 1898 (LAMEY, 1893 ; LAPIE, 1928) (Cf. Fig. 1).

Au cours des premières années de mise en valeur, le poids moyen de liège récolté par arbre était évalué à 5,5 kg. Les fluctuations annuelles de la production étaient souvent imputées aux incendies et aux baisses des cours de vente du liège. Durant cette période, 65 % de la production provient des suberaies de l'Est (Département de Constantine) tandis que celle d'Oran ne fournit que 2,4 % de la récolte totale (FREIXE, 1915). La production moyenne de liège marchand s'élève alors à 34 643,6 q, alors que le rebut est aux alentours de 4 275,8 q.

### De 1901 à 1915

La politique de décentralisation de Paris a permis à l'Algérie d'avoir un budget et des décisions autonomes dans le domaine forestier (LAPIE, 1928). Ainsi, de 1900 à 1915, la surface productive passe de 200 000 à 250 000 hectares, avec un rendement moyen par hectare de l'ordre de 60 kg. Le nombre total d'arbres exploités s'élevait alors à 27 856 652.

Par la suite, la Première Guerre mondiale (1914-1918) provoquait une baisse des ventes et causait de nombreux préjudices à l'exploitation du liège, à cause de la fermeture des marchés russes, allemands et autri-



chiens. Plus de 200 000 quintaux restèrent ainsi stockés sur des dépôts, obligeant par la suite les services forestiers à réduire le nombre d'arbres exploités (MARC, 1930 ; MEYNIER, 1981) (Cf. Fig. 2).

## De 1916 à 1928

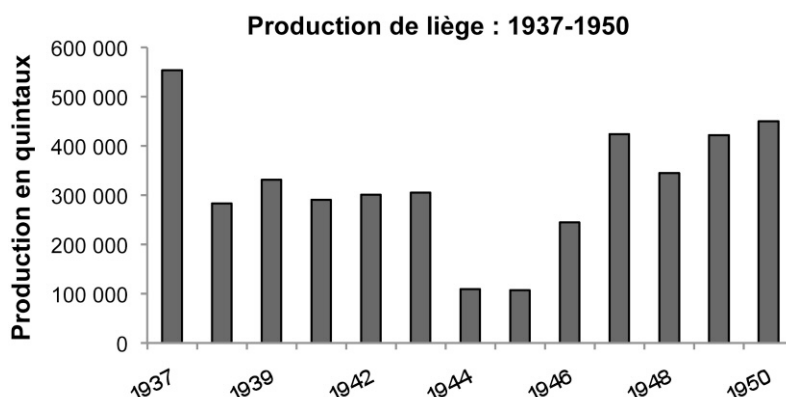
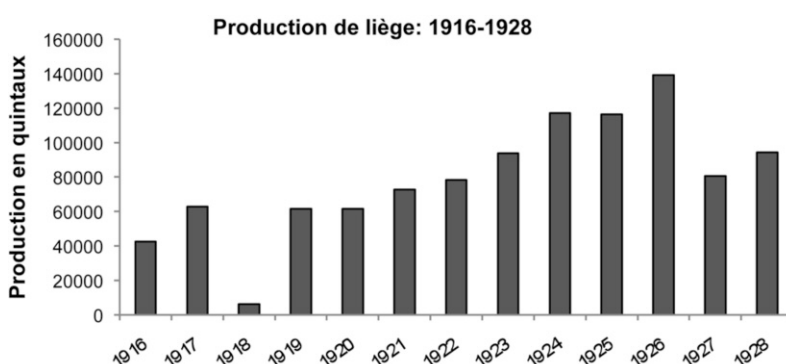
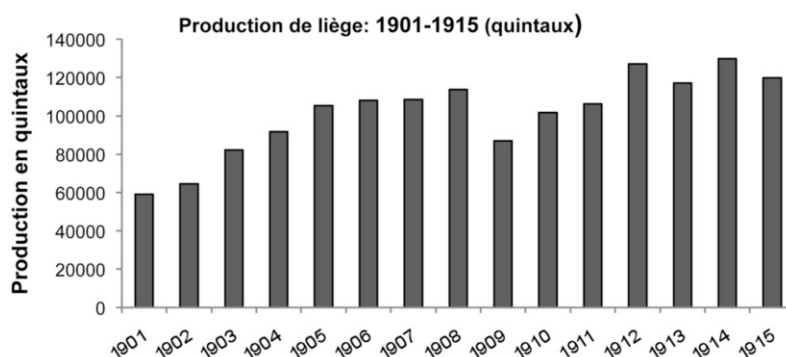
Suite aux événements de la Première Guerre mondiale, la production de liège en Algérie s'est donc vue réduite de 95%. Durant la période 1916-1918, la récolte a régressé de 47%, en passant de 42 498 q à seulement 6 111 q. L'établissement de nouvelles barrières douanières suite à l'accord commercial franco-espagnol du 7 mars 1918 lésait alors gravement les intérêts du Gouvernement général d'Algérie, provoquant alors le pourrissement sur dépôts de près de 15 000 tonnes de liège algérien (MEYNIER, 1981) (Cf. Fig. 3).

Plus tard, au cours des années 1920, le climat de paix en Europe a eu un effet positif sur le développement industriel des agglomérés et sur l'emploi croissant des lièges de trituration et autres spécialités dans les constructions et appareillages modernes tels que les appareils frigorifiques par exemple (BLOTTIÈRE, 1930). En parallèle, le rythme des exploitations s'intensifia au détriment de la santé des arbres. La production moyenne par arbre passe alors de 5,5 kg à 10 kg. La concurrence du rebut (29 178,9 q) vis-à-vis du liège de première qualité (60 538,15 q) a dépassé tous les records, il a ainsi connu une augmentation de 800 %, tandis que celle du liège de reproduction n'atteignait que 6,3% (MARC, 1930).

## De 1937 à 1950

Après environ 100 ans d'occupation française en Algérie (1830-1930), les forêts de chêne-liège couvraient une superficie totale de 440 000 hectares, dont 250 000 appartenant à l'Etat, 15 000 aux communes et 175 000 aux particuliers. De 1931 à 1941, la production moyenne (domaniale, communale et privée) sur tout le territoire algérien s'élevait à près de 313 000 q de liège de reproduction contre 70 à 100 000 q de liège mâle (NATIVIDADE, 1956) (Cf. Fig. 4).

Pour la période 1937-1950, la production moyenne normale oscille autour de 320 000 q par an, avec un record de 553 919 q en 1937 et dont 90% environ provenaient du département de Constantine. Toutefois, durant les années comprises entre 1930 et 1946, l'épuise-



De haut en bas :

sement des arbres fit chuter la production aux alentours de 225 000 q (MONJAUZE, 1950).

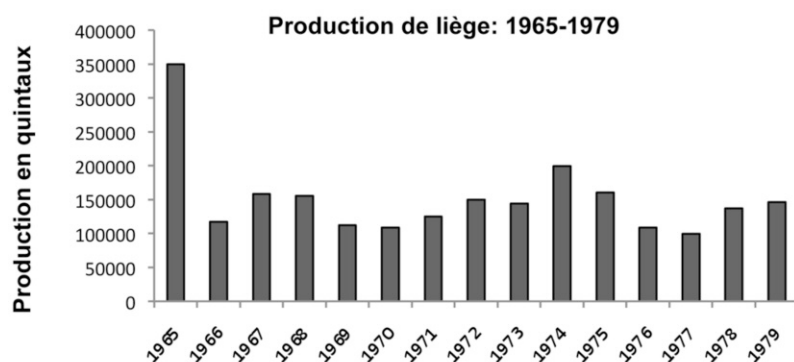
## De 1954 à 1959

Entre les années 1950 et 1954, la production forestière représentait 4 % de la production agricole totale. Les lièges concouraient à ce produit pour 45 %. Le niveau moyen de la production de liège s'établit, pour la période 1949-1954, à 424 000 q. Il tomba, au cours des années 1956-1959, à 35 000 q. En 1954, la quantité de liège passe cependant de 401 700 q à 131 170 q en 1955, puis à

**Fig. 2 :**  
Production de liège tout venant en forêts domaniales entre les années 1901 -1915.

**Fig. 3 :**  
Production de liège tout venant en forêts domaniales entre 1916 et 1928.

**Fig. 4 :**  
Production de liège tout venant (forêts domaniales, communales et privées) entre 1937 et 1950.



**Fig. 5 :**  
Evolution  
de la production  
nationale de liège.  
entre 1965 et 1979

22 000 q en 1956, ce qui représentait 4,5 % du chiffre atteint en 1954 (MONJAUZE, 1950 ; LEQUY, 1970).

### Après l'indépendance

Trois ans après l'indépendance, soit en 1965 (année de référence des potentialités moyennes de production de liège en Algérie), le service forestier algérien a repris l'exploitation des massifs de chêne-liège. En raison d'une absence d'exploitation durant la guerre de libération, majorée par un stock important dans les dépôts, la production a atteint un pic jamais égalé de 350 000 q.

Durant les 45 ans d'exploitation continue qui ont suivi (1965-2010), la production en Algérie a connu trois périodes funestes qui ont eu les conséquences les plus fâcheuses sur le rendement du liège.

### De 1965 à 1979

Durant cette période, les services forestiers ont hérité d'un patrimoine subéricole affaibli par l'exploitation intense des arbres

depuis 1920 (LAPIE, 1928 ; SACCARDY, 1937 ; PEYERIMHOFF, 1941). Certes, bien aménagée, une grande partie des peuplements était cependant vieillissante. L'étendue importante des peuplements affaiblis, à laquelle il faut ajouter un manque terrible d'ingénieurs et de techniciens spécialisés, a contribué à aggraver la situation. La gestion des suberaies est devenue très hasardeuse, les plans d'aménagement et d'exploitation établis par les ingénieurs forestiers français ont disparu des programmes de gestion. Après l'administration coloniale, les décisions concernant la filière liège dépendent aujourd'hui d'une administration centralisée très instable. Le taux de croissance annuel moyen de la production a régressé de 5,6%, soit une chute de 41,7% de la production par rapport à 1965 (Cf. Fig. 5).

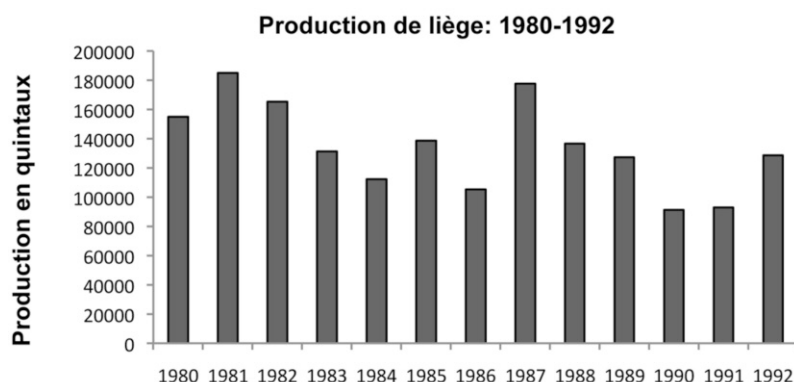
### De 1980 à 1992

Ces années sont caractérisées par l'abandon des terres agricoles et forestières et un exode rural massif d'une population montagnarde oubliée par les programmes de développement de l'époque. La baisse du prix du pétrole en 1986 et, par la suite, la dévaluation de la monnaie nationale ont contribué à diminuer le budget de l'Etat destiné aux opérations de mises en valeurs des suberaies, tels que les travaux sylvicoles, les programmes de reboisement et de repeuplements des zones incendiées et «dépérissantes». L'inventaire forestier national établi en 1984 par le BNEDER<sup>1</sup>, indique que sur les 230 000 hectares de chêne-liège, 61 % sont représentés par de vieilles futaies, 37 % par de jeunes futaies, 1 % par des perchis et 1 % par des taillis.

Durant cette époque, la production moyenne nationale ne dépasse guère les 134 000 q, soit une chute de 38,3 % de la production par rapport à l'année 1965 (Cf. Fig. 6).

### De 1993 à 2010

La filière liège a connu, durant cette période, ses moments les plus difficiles. En effet, la crise sécuritaire qu'a traversée le pays (1993-2003) a donné un coup très dur notamment au domaine forestier. Ceci a occasionné une réduction alarmante de la superficie des peuplements de chêne-liège causée par une série d'incendies catastrophiques ayant parcouru de grandes surfaces, soit un chiffre de 63328 ha en 1994 pour une



**Fig. 6 :**  
Evolution  
de la production  
nationale de liège.  
entre 1980 et 1992

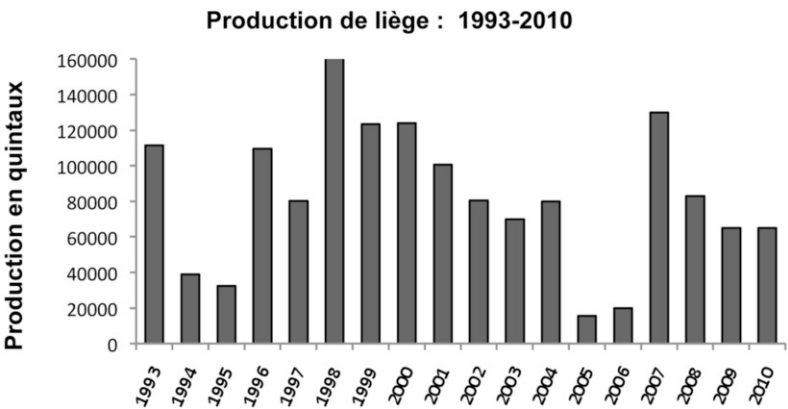
moyenne annuelle de 10368 ha de 1993 à 2003. A ceci s'ajoute la désorganisation de la récolte du liège, due principalement à l'inaccessibilité aux peuplements arrivant à l'âge d'exploitation à cause de l'insécurité, mais aussi aux coupes illicites de grande envergure, profitant de l'absence des forestiers. Malgré l'amélioration des conditions de sécurité depuis 2004, ces pratiques ont malheureusement perduré, au profit d'individus et de sociétés multinationales à la recherche de liège algérien (TAFERKA, 2008).

La production de liège a atteint des niveaux aussi bas qu'au temps des premières concessions coloniales. A titre indicatif, en 1994, la production nationale n'a pas dépassé le seuil de 40 000 q, puis elle a atteint subitement les 160 000 q en 1998. Le taux de croissance moyen annuel de la production frôlait 1,8%, tandis que la production a baissé de 24,3% par rapport à celle de 1965. La figure 7 résume les fluctuations de la production annuelle de la filière liège entre 1993 et 2010.

## L'industrie du liège en Algérie

En Algérie, la naissance d'un tissu industriel spécialisé dans la transformation du liège est relativement ancienne, elle remonte à l'année 1901. À cette époque, la politique économique coloniale visait essentiellement à tirer profit de cette richesse en orientant les investisseurs français vers l'installation d'une assise industrielle *in situ*, favorisant la manutention sur place d'une partie au moins du liège récolté. Le but était de pallier la dominance portugaise et espagnole et de contrer les autres pays consommateurs et non producteurs de liège, qui fixaient le prix de vente et imposaient le rythme de production. L'administration coloniale de l'époque a ainsi initié un programme d'aide aux bouchonniers locaux, sous forme de crédits et de subventions visant à encourager l'exportation du liège ouvré (ayant subi différentes préparations). Les premières exportations de liège ouvré sont passées de 1909 à 1912, de 940 à 2381 q (MARC, 1930 ; GAUTIER, 1930).

En 1908, des usines modernes et bien équipées voient le jour dans les principales villes du littoral algérien longeant les forêts de chêne-liège : Oran, Alger, Jijel, Annaba, Skikda, Bejaia et Dellys.



**Fig. 7 (ci-dessus) :**  
Evolution de la production nationale de liège entre 1993 et 2010

	Région d'Oran	Région d'Alger	Région de Constantine
Nombre de fabriques	4	10	27
Production (million de bouchons)	5	12	41

**Tab. I (ci-contre) :**  
Répartition des fabriques de transformation du liège durant l'année 1901 (D'Hubert, 1902)

Le tableau I dresse le nombre de fabriques installées jusqu'à l'année 1902.

En 1902, la production algérienne de bouchons est estimée à 67 millions d'unités, produits par 41 fabriques représentant 7300 q de liège brut, dont 30 millions utilisés en Algérie et 37 millions exportés vers la France (D'HUBERT, 1902)

Jusqu'en 1930, la moitié de la production algérienne en liège, estimée à 400 000 q, était utilisée par l'industrie locale qui comp-

**Photo 2 :**  
Fabrication de liège aggloméré noir expansé - Société « Jijel Liège Etanchéité »





**Photo 3 :**  
Suberaie en pleine  
production dans l'Oranie  
Photo Dehane, 2013

tait plus de 80 ateliers situés à proximité des forêts et employait 4 000 ouvriers. Certaines de ces fabriques avaient l'envergure de grandes usines, à l'instar de celle d'Annaba qui employait 850 à 1000 personnes, celle d'Alger avec 300 employés et celle de Azazga (Tizi Ouzou) qui comptait 281 ouvriers (MARC, 1930 ; BLOTTIÈRE, 1930).

Vers 1938, la production de liège ouvré avait atteint 41 000 q répartis à travers 58 entreprises industrielles employant 3500 ouvriers. Ce nombre a presque doublé durant l'année 1950, pour toucher 100 entreprises industrielles groupant 5 000 personnes.

Pendant cette période, la bouchonnerie algérienne fabriquait 1 200 000 000 bouchons représentant 38 000 quintaux de liège ouvré. Cette production était assurée par cinq grandes usines qui employaient 100 ouvriers chacune : deux à Alger (Borgeaud et les Bouchonneries Internationales), une à Bejaia (Sofrali), une à Collo (S.F.L.O.), une à

Annaba (Soliepna), et un centre industriel important comportant plusieurs ateliers à Jijel (Touya, Cie , Fergani, Calzada et Armstrong) (CHENEL, 1951).

Durant les 10 années qui ont suivi le départ des industriels français et étrangers (1962-1979), l'industrie du liège en Algérie est restée en dehors des programmes de planification de l'époque. Les seules fabriques qui tournaient appartenaient à d'anciens artisans bouchonniers ou à certains industriels français, nationalisées par la suite par l'Etat.

Selon le rapport prospectif sur le secteur forestier en Algérie établi par la FOSA (2007), l'industrie du liège était, juste après l'indépendance, quasi exclusivement du ressort de la SNL (Société nationale du liège). Cette entreprise a été créée en 1967, sous la tutelle du ministère des Industries légères par ordonnance du 09/08/1967, à la suite de la nationalisation de la Compagnie algérienne du liège (CAL), entreprise privée coloniale.

En 1972, la SNL a fusionné avec la Société nationale des bois (SNB), et devient la Société nationale des lièges et bois (SNLB). A partir de 1982, suite à la restructuration des entreprises étatiques, cette société a été démembrée en donnant naissance à l'Entreprise nationale des lièges (ENL).

Durant les premières années de son fonctionnement, l'ENL comptait sept unités situées dans l'Est du pays, d'Alger à Annaba. Ces unités utilisaient environ 82 000 q de liège par an. L'Entreprise nationale des lièges (ENL) disposait d'atouts indéniables, mais faisait face également à certaines contraintes qui entravaient son développement.

Ces contraintes sont d'origine purement administratives et peuvent être imputées à une mauvaise planification. En effet, l'ENL avait au début sa propre unité d'exploitation du liège brut. Selon les règles de l'art, elle assurait l'exploitation de pratiquement toutes les forêts de chêne-liège et couvrait correctement les besoins de l'industrie, tout en assurant la conservation des suberaies. Par la suite, les tentatives de restructuration ont fini par transférer cette unité très spécialisée vers l'ORDF (des offices qui ont été créés pour s'occuper du développement forestier et en même temps de l'exploitation du liège) puis vers des entreprises publiques appelées Safa et Emifor (BELDJENNA, 2004). Depuis lors, l'ENL a subi les plus fâcheuses

**Fig. 8 :**  
Evolution  
des exportations de liège  
brut durant la période  
1847-1960





conséquences. La récolte ne fait que régresser d'année en année et les prix ne font qu'augmenter. Le secteur public qui employait plus de 1400 travailleurs emploie aujourd'hui à peine 700 personnes. Actuellement, les unités de transformation de l'ENL ne tournent qu'à 50% de leur capacité théorique (300 000 q/an) (FOSA, 2007).

En dehors du secteur public, les petites bouchonneries privées (une quinzaine) ne tournent qu'à 30% de leur capacité réelle, par manque de matière première de qualité suffisante, et les unités de trituration, vétustes, qu'à 60%.

En revanche, ce sont les autres grandes filiales privées de transformation du liège qui semblent tirer profit de cette situation anarchique du liège brut. Distribuées sur une dizaine de filiales, ces unités (S.A.T.L.) emploient plus de 200 ouvriers permanents. Bien soutenus par des financements étrangers provenant des principaux labels européens, lesdites unités s'adjudiquent plus de 60% du produit vendu par les services forestiers et en bonne qualité.

Au début de l'année 2010, le gouvernement algérien a pris une décision concernant les unités publiques industrielles spécialisées dans la transformation du liège. Il s'agit de leur affectation au ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la décision prise par le conseil des participations de l'Etat, à travers laquelle deux sociétés de gestion des participations, en l'occurrence, la SGP SGDA (gestion et développement agricole) et la SGP Proda (productions animales) ont été rattachées au ministère de l'Agriculture. L'exploitation de l'espace forestier, dont la production du liège, fait partie également des priorités de la politique du développement rural prônée ces dernières années à travers les PPDRI (programmes de proximité de développement rural intégré) (NAILI, 2010).

## Le commerce du liège en Algérie

Le liège algérien a été, pendant de nombreuses années, l'objet d'une dépréciation qui lui a porté beaucoup de tort (mauvaise indication des provenances, désinformation sur les marchés internationaux...). Malgré cela, les exportations sont passées de 50 000 q en



1867 à 475 000 q en 1930. Faute d'une faible consommation locale, les 2/3 de la production annuelle étaient exportés vers la France et le surplus vers les pays consommateurs et producteurs (Cf. Fig. 8).

Les exportations de liège comportaient plusieurs types de liège (LAMEY, 1893) :

- les écorces des lièges provenant directement des propriétés des colons et de particuliers algériens (à l'état brut) ;
- les planches ayant subi une certaine préparation (bouillage, raclage et visage) ;
- les produits issus des industries de transformations du liège ;
- les débris et déchets résultant de l'industrie.

**Photo 4 :**

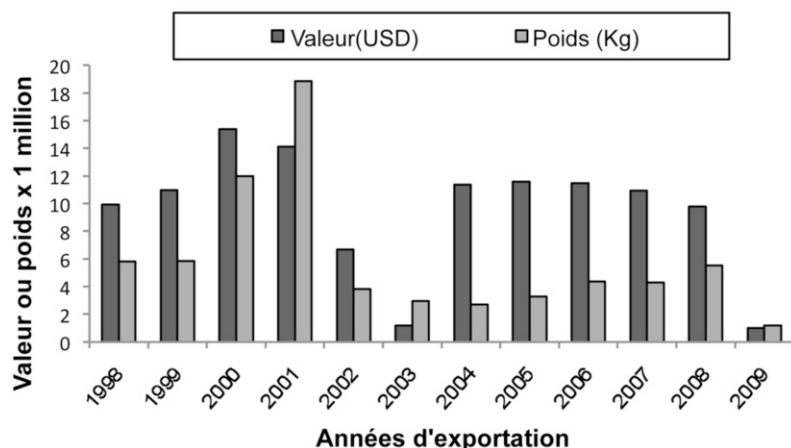
Tubage du liège en bouchons dans la société SIBEL (W. Jijel)

**Photo 5 :**

Liège de reproduction empilé dans la suberaie de M'Sila (Oran)  
Photo Dehane, 2013





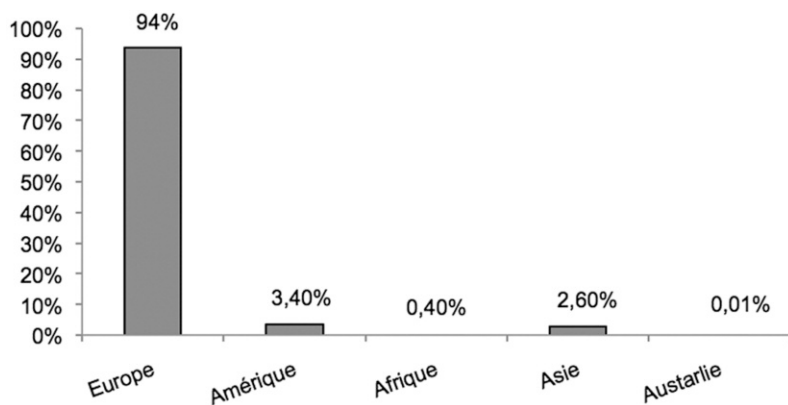


**Fig. 9 :**  
Evolution des exportations totales de liège brut et de liège ouvré pour la période 1998-2008 (DGD, 2009).

Actuellement, les professionnels de la filière estiment que le pourcentage de liège algérien éligible à l'exportation s'élève à 50% du total de la production (NAIT MESSAAOUD, 2010). Par défaut d'utilisation locale, la couverture du marché intérieur algérien (finis ou semi-finis) est assurée depuis longtemps par les différentes unités de transformation. La majeure production est exportée à travers le monde sous forme de liège brut ou ouvré (FOSA, 2007) :

- liège brut ou préparé, déchets de liège, liège concassé, granulé ou pulvérisé ;
- liège naturel, écorché ou équarri, en cubes, plaques, feuilles, bandes de forme carrée ou rectangulaire ;
- ouvrages en liège naturel (bouchons, rondelles) ;
- liège aggloméré (avec ou sans liant) et ouvrage en liège aggloméré.

**Fig. 10 :**  
Répartition des exportations algériennes de liège par continent (1998-2008) (DGD, 2009).



Ce créneau semble être investi par de nombreux exportateurs, 18 au total, y compris des sociétés mixtes. Mais s'ils exportent tous des bouchons de liège, qui de loin est le marché le plus intéressant, on ne les retrouve pas systématiquement dans les autres produits.

Pour les ouvrages en liège naturel, à l'exclusion des cubes, briques, etc. il y a un seul exportateur, l'Entreprise algéro-italienne de travaux de liège. Pour les cubes, briques et feuilles, etc. on enregistre 11 exportateurs. Enfin, pour le liège aggloméré, il y a un seul exportateur. Les destinations sont exclusivement l'Italie, la France, l'Espagne et le Portugal pour les bouchons ; l'Italie pour les ouvrages en liège naturel à l'exclusion des cubes et briques, etc. Pour les cubes, briques, plaques, etc. il n'y a pas moins de 12 destinations. Enfin, pour le liège aggloméré, il y a une seule destination, la Russie (ECOTECHNICS, 2004).

Mêmes si ces exportations ont connu des taux de croissance très importants en 2002, en raison de leur faiblesse en 1997, la part dans les exportations mondiales est encore très basse, loin du potentiel réel reflété par les superficies consacrées au chêne-liège ou celles qui lui étaient consacrées dans le passé.

Depuis le début de la relance économique en 1998, les efforts de l'Etat algérien convergent vers une augmentation des exportations hors hydrocarbures. En effet, durant 12 ans d'exportation, la balance commerciale de la vente du liège (tout produit confondu) a enregistré un chiffre d'affaire total de 114 384 097 de Dollars (D.G.D., 2008). Cette valeur n'exprime que 10% du potentiel théorique de ce secteur très prometteur, étant donné que la production annuelle n'excède pas en moyenne 120 000 q (Cf. Fig. 9).

Les principales nations importatrices de liège algérien appartiennent aux cinq continents : France, Espagne, Portugal, Italie, Allemagne, Etats-unis, Argentine, Brésil, Egypte, Tunisie, Emirats arabes unis, Lybie, Chine, Australie (D.G.D., 2009)

Plus de 93% des produits sont acheminés vers le vieux continent, tandis que seulement 3,4% sont vendus en Amérique du nord et du sud (Cf. Fig. 10).

Les pays de l'Union européenne viennent en tête des consommateurs. L'Italie et le Portugal détiennent plus de 60% du marché algérien à cause de la forte concentration des principales industries de transformations

dans ces deux pays. Les autres pays, à l'instar de l'Inde et de la Chine, participent avec un taux de l'ordre de 4,3%. Les pays arabes ne s'intéressent au liège algérien qu'aux alentours de 0,5% (Cf. Fig. 11).

## Conclusion

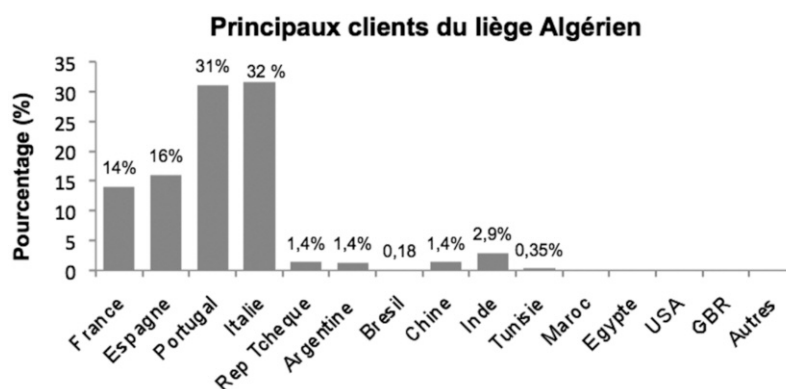
En dépit de son fort potentiel et des innombrables opportunités d'investissement qu'elle renferme, la filière liège algérienne est loin de jouer le rôle qu'elle pourrait tenir dans l'économie forestière et agricole. Jusqu'aux années 1940, cette activité était une source de revenus très précieuse.

Cinquante cinq ans après l'indépendance, le secteur subéricole se débat encore dans un marasme politico-économique stérile qui empêche la mise en place d'une politique efficace et d'une vision claire qui intégrerait la production forestière dans les grands agrégats de l'économie nationale.

La problématique de cette suberaie reste toujours posée. La faible régénération, le vieillissement des arbres, les incendies et le surpâturage sont toujours d'actualité et le patrimoine forestier se disloque au gré des situations conjoncturelles.

## Références bibliographiques

- Beljenna R., 2004 : Yalaoui Mohamed Idriss (PDG du groupe Liège ). Article apparu dans le journal *El Watan*. 3p.
- Blottiere J., 1930 : les Productions Algériennes. Cahiers du Centenaire de l'Algérie n°IX. Comité national metropolitain du centenaire de l'Algérie 95 p.
- BNEDER, 1984 : Etat actuel de la suberaie et ses perspectives de valorisation. Rapport. 28p.
- Chenel P., 1951 : Le liège en Algérie . *Annales de Géographie*. Volume 60, Numéro 321, pp. 296 – 299.
- DGD, 2009 : Liège et ouvrage liège. Exportations chapitre pays. 3 p.
- D'Hubert E., 1902 : *Le bois. Le liège*. Ed. Librairie J.-B. Baillière et fils, pp.88-91.
- Ecotechnics, 2004 : Potentiel d'exportation hors hydrocarbures, étude pour l'ANEXAL, financement SFI. 61p.
- F.O.S.A., 2007 : Document national de prospective «l'Algérie». 6p.



- Freixe E., 1915 : Le liège sa culture, son commerce son industrie. Thèse. Doct . Université Paris. Faculté de Droit. 194 p
- Gautier, M.E.F., 1930 : L'évolution de l'Algérie de 1830 à 1930. *Cahiers du Centenaire de l'Algérie*-III, pp .42.
- Lamey A., 1893 : *Le chêne-liège : sa culture et son exploitation*, Paris, Berger-Levrault éditeur, 289 p.
- Lapie G., 1928 : *La sylviculture française dans la région méditerranéenne* ENEF, Ecole nationale des eaux et forêts, Nancy (FRA), 20p.
- Lequy R., 1970 : L'agriculture algérienne de 1954 à 1962. *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée*, n°8, 1970. pp. 41-99.
- Marc H.,1930 : *Notes sur les forêts de l'Algérie*. Collection du Centenaire de l'Algérie. Larose, Paris. 702p.
- Monjauze A., 1950 : Notes relatives aux peuplements de chêne-liège d'Algérie. FAO. EfcMediterraneanSub-Commission - Second Session Algiers, Algeria, 26 p.
- Meynier G., 1981 : *L'Algérie révélée*. Laib. Droze. Genève-Paris, pp. 315-316.
- Naili M., 2010 : Une activité industrielle rattachée à l'agriculture. Article paru dans le journal *El Watan* Supplément Economique .1p
- Nait Messaoud A., 2008 : La réhabilitation en ligne de mire. Article paru dans le journal *Dépêche de la Kabylie*. 3p
- Natividade J.V., 1956 : *Subériculture*. Ecole Nationale des Eaux et Forêts. Nancy, 302 p.
- Peyerimhoff (de) P., 1941 : *Carte forestière de l'Algérie et de la Tunisie*. Imp. Baconnier Frères, Alger, 70 p + Pls.
- Puyo J.Y., 2006 : Les premiers temps de la mise en valeur coloniale des suberaies algériennes - le triste épisode des concessions privées, L'Homme et le liège. Actes du colloque international Vixexpo 2006, Vivès : Editions de l'Institut Méditerranéen du Liège, 105 p., pp. 91-102.
- Saccardy L., 1937 : Notes sur le chêne-liège et le chêne en Algérie. *Bulletin de la station de recherches forestières* (du nord de l'Afrique), tome 2 fascicule n° 3. Ed. Service des forêts, pp. 273-363.
- Taferka, S., 2008 : Libérer notre liège des réseaux mafieux. Jour. « *Le jour d'Algérie* », 2p.

**Fig. 11 :**  
Les principaux clients des produits subéricoles algériens (1998-2008) (DGD, 2009).

Belkhir DEHANE  
Rachid BOUHRAOUA  
Belhoucine LATIFA  
Fatima Zohra  
HAMANI

Département  
des Sciences  
de l'Agronomie  
et des Forêts  
Faculté SNVTU  
Laboratoire Gestion  
conservatoire de  
l'eau, sol et forêts  
(LGCSF)  
Rocade 1, Université  
Abou Bekr Belkaid  
Tlemcen  
Algérie

Subertheque2012@  
yahoo.fr  
rtbouhraoua@yahoo.fr  
Belhoucine\_latifa2@  
yahoo.fr  
Tema\_2012@yahoo.fr

## Résumé

---

D'un passé très florissant, la filière liège en Algérie va aujourd'hui vers un avenir incertain. Les potentialités productives de cette suberaie rivalisaient à l'époque avec celles du Portugal et de l'Espagne. D'un record jamais égalé de 553 000 q en 1937, la production algérienne n'a pas dépassé 65000 q en 2010. Une exploitation intensive appliquée aux peuplements durant l'époque coloniale (1847-1960) a favorisé l'industrie et le commerce du liège. Les exportations sont passées de 50 000 q en 1867 à 475 000 q en 1930, tandis que l'industrie locale comptait durant les années 1950 pas moins de 100 entreprises situées à proximité des forêts et employait 5 000 ouvriers. Trois ans après l'indépendance de l'Algérie, la filière liège a repris du service sur les mêmes cadences qu'à l'époque coloniale, avec une production maximale de 350 000 q. Malheureusement, durant les 45 ans d'exploitation continue qui ont suivi (1965-2010), la superficie productive a régressé significativement pour atteindre 220 000 ha et la production va en décroissant d'année en année. Les grandes orientations des politiques économiques de l'Etat et la centralisation de l'administration forestière ont joué défavorablement envers des peuplements vieillissants et affaiblis par le passé et par les incendies récurrents.

Mots-clé : chêne-liège, liège, production, commerce, filière, passé, présent.

## Summary

---

### Cork production and industry in Algeria – Between past and present

Though very flourishing in the past, the cork sector in Algeria today faces an uncertain future. Cork oak stands once competed on a par in potential production with those of Portugal and Spain, yet from an unprecedented record of 55.300 tonnes in 1937, production in 2010 did not exceed 6,500 tonnes. During the colonial period (1847-1960), the intensive exploitation of the forests boosted the industry and the trade in cork: exports increased from 5,000 tonnes in 1867 to 47,500 in 1930 while at the local level during the 1950s as many as 100 companies located near forests and employed 5,000 workers. Three years after the independence of Algeria, the cork sector resumed production at the same rhythm as in colonial times with production peaking at 35,000 tonnes. Unfortunately, over the 45 years of continuous operation that followed (1965-2010), the area in production fell significantly to 220,000 ha and production decreases from one year to the next. The broad economic policies of the state and the centralization of forest administration have adversely affected the ageing stands, weakened by their past and by recurring fires.

Keywords: cork oak, cork, production, trade, sector, past, present.

## Resumen

---

### La industria del corcho argelino, pasado y presente

De un pasado floreciente, la industria del corcho en Argelia actualmente camina hacia un futuro incierto. El potencial productivo de estos alcornocales competía en el pasado con los de Portugal y España. De un récord histórico de 553.000 q en 1937, la producción argelina no ha superado las 65.000 q en 2010. La explotación intensiva aplicada a las plantaciones durante el periodo colonial (1847-1960) favoreció la industria y el comercio del corcho. Las exportaciones aumentaron de 50.000 q en 1867 a 475.000 q en 1930, mientras que la industria local contaba durante los años 1950 con no menos de 100 empresas ubicadas cerca de los bosques y empleaban a cerca de 5.000 trabajadores. Tres años después de la independencia de Argelia, la industria del corcho reanudó el servicio al mismo ritmo que en la época colonial, con una producción máxima de 350.000 q. Desafortunadamente, durante los 45 años que siguieron de continua explotación (1965-2010), la superficie productiva disminuyó significativamente a 220.000 ha y la producción está disminuyendo cada año. Las políticas económicas del Estado y la centralización de la administración forestal han jugado un papel desfavorable contra las plantaciones más viejas y debilitadas, por el pasado y por los incendios.

Palabras clave: alcornoque, corcho, producción, comercio, industria, pasado, presente.